



Les Gambiens, avec à leur tête le président Adama Barrow, ont célébré, ce 2 décembre le premier anniversaire de la défaite électorale de Yahya Jammeh. Une commémoration qui s'est faite dans un quartier de la périphérie de Banjul pour signifier les liens forts entre les populations et leurs nouveaux dirigeants.

Ainsi, des milliers de Gambiens, tous acquis au pouvoir Barrow, sont venus écouter les discours des nouvelles autorités dont celui du président. Ce dernier a rappelé que l'historicité de la date du 2 décembre 2016 réside dans la détermination dont avaient fait montre les Gambiens pour gagner une élection que tout indiquait comme perdue d'avance.

De fait, comme tous les dictateurs à l'esprit oblitéré par le pouvoir, Yahya Jammeh, qui avait fait irruption sur la scène politique gambienne 22 ans plus tôt par un putsch, avait embastillé l'opposant le plus en vue, Ousainou Darboe, convaincu de s'être construit ainsi, un boulevard vers sa quatrième réélection à la présidence de la Gambie.

Mais malgré un système électoral anachronique où des billes avaient servi de bulletins de vote, Yahya Jammeh était battu par Adama Barrow que l'alliance des partis d'opposition avait désigné 32 jours auparavant comme son porte-étendard à cette élection. Les billes aux urnes avaient eu raison du monstre doublé de mythomane de Kaliläi.

Le plus surprenant n'était pas cette défaite électorale mais l'élégance feinte de Yahya Jammeh

qui l'avait reconnue, poussant la théâtralisation jusqu'à appeler son tombeur pour le féliciter de sa victoire.

Un masque que le perdant allait vite tomber quand le nouvel élu promit de le traduire en justice pour lui faire payer ses nombreux crimes économiques et de sang. Erreur de communication ou faute politique, peut-être les deux à la fois, cette volonté de demander des comptes à Yahya Jammeh avant de l'avoir arrêté fit se rebiffer celui qui était surnommé « the big man », l'homme trapu, toujours drapé dans ses boubous blancs.

Il ne reconnaissait plus sa défaite, plaçait l'unité d'élite de l'armée en état d'alerte, menaçant d'arrêter le nouveau président élu pendant que le Parlement prolongeait son mandat de trois mois.

Il était dit quelque part qu'il y aurait un épilogue tragicomique à cette fin de règne du loufoque Jammeh. Un épilogue qui vit l'entrée en scène de la CEDEAO. Par des tractations, à la fois officielles et souterraines, avec une arrivée de troupes sénégalaises à Banjul, elle allait pousser le dictateur cleptomane à l'exil en Guinée équatoriale.

Adama Barrow pouvait tranquillement revenir de Dakar, le 26 janvier 2017, où il s'était planqué à l'ambassade de la Gambie, pour se voir confier les rênes du pouvoir à Banjul au cours d'une cérémonie mémorable d'investiture le 18 février 2017. La partie était finie et bien finie pour le pouvoir brutal de l'ayatollah gambien qui fit régner une révolution islamique à sa façon, faite de terreur, d'intimidation et de division des populations. Une nouvelle Gambie était née dont la gestion de la magistrature suprême était confiée à un homme affable et discret que rien, six semaines auparavant, n'annonçait à ce niveau de responsabilité.

Adama Barrow, même s'il est politiquement connu comme un militant du Parti pour l'unité démocratique depuis 1996, s'est surtout fait remarquer comme un dirigeant d'entreprise qui a fait fortune dans l'immobilier après avoir été un agent commercial et un agent de sécurité.

Il était devenu candidat à la présidence de la Gambie par défaut et était loin d'avoir un programme politique bien établi pour diriger le pays. La première tâche délicate à laquelle il fut confronté fut de consolider l'unité d'action des partis alliés dans la gestion du pouvoir et surtout de concevoir une plateforme programmatique y afférente.

Mais en un an de gestion du pouvoir, la nouvelle Gambie peine à émerger. Le « plus rien ne sera comme avant » emprunté aux insurgés burkinabè se limite, pour l'instant, à une grande bouffée d'oxygène en matière de liberté d'expression, notamment de la presse, de respect des droits de l'homme, de devoir de rendre compte des dirigeants et de transparence du processus électoral.

En matière de justice, on a aussi noté des acquis. Le pays a libéré tous les opposants qui étaient emprisonnés, engagé des procès contre d'anciens agents des services secrets, réintégré la Cour pénale internationale de justice et gelé les avoirs de Yahya Jammeh.

Ce sont ces acquis que les partis au pouvoir et leurs militants et sympathisants ont bruyamment célébrés au premier anniversaire de la nouvelle Gambie. Pour le reste, notamment la réduction de la pauvreté, des délestages, de l'inflation, du chômage, des insuffisances du système éducatif et de celui universitaire, il faudra repasser. Et ce n'est pas demain la veille car les caisses de l'Etat demeurent désespérément vides et les promesses d'aides internationales et de visites d'investisseurs privés sans suite.

Les Gambiens ne sauraient vivre de démocratie et d'eau fraîche et la patience à laquelle les convient les nouvelles autorités ne peut être sans limites. La communauté internationale est donc vivement interpellée. Le combat pour la démocratie que mène le peuple gambien, sa victoire du 2 décembre 2016, aura un goût d'inachevé si elle n'est pas suivie de dividendes économiques.

Certes la responsabilité d'impulser le développement économique incombe aux nouvelles autorités, mais la communauté internationale aurait tort de laisser le chef de chantier, Adama Barrow, se débattre seul au milieu des gravats laissés par son prédécesseur.

D'autres peuples en lutte, suivez notre regard, au Zimbabwe, au Togo, en RDC, seraient encouragés à aller au bout de leur combat si ceux qui les ont devancés dans la victoire étaient récompensés sur les chantiers du progrès socio-économique. Vous voilà donc prévenus, messieurs du FMI, de la Banque mondiale, de la BAD et que sais-je encore !

Gambie nouvelle : La reconstruction toujours au stade des fondations

Écrit par L'Observateur paalga

Lundi, 04 Décembre 2017 06:42 - Mis à jour Lundi, 04 Décembre 2017 07:17

Si l'amélioration des conditions de vie des populations n'est pas un adjuvant à la démocratie, il faut craindre que les peuples ne finissent par vous ranger parmi les instruments de domination et d'exploitation des crève-la-faim des pays du Sud, notamment ceux d'Afrique. En tout cas, la nouvelle Gambie, toujours au stade des fondations un an après Yahya Jammeh, ne voudrait pas avoir quitté l'état d'une économie comateuse à celui prolongé de grabataire. Vivement que le deuxième anniversaire de la chute de Yahya Jammeh nous démente !

La rédaction

L'Observateur